

Contribution de Bernard Poix-Sester

Le déconfinement à peine envisagé, des voix s'élèvent pour se demander si « tout » va reprendre comme avant. En particulier, la brutale révélation des conséquences de la mondialisation, et la forte relativité des indépendances nationales sont au centre des interrogations. Le repli sur soi préconisé par l'extrême droite montre son ineptie : notre dépendance économique et financière nous rend extrêmement vulnérables. Fermer les frontières alors que nous manquons de certains produits (y compris les plus cruciaux) est inenvisageable, ce qui explique peut-être le silence du RN...

Qu'est-ce qui est fondamentalement aux origines de la mondialisation économique ? C'est avant tout pour trouver une main d'œuvre bon marché, dépourvue souvent de tout droit social, que la mondialisation économique s'est développée (plus le coût salarial est bas plus les marges bénéficiaires sont élevées). Il n'existe pas de "loi" du marché (qui n'est qu'un instrument) en revanche il existe toujours une loi imposée par les plus riches... Celle de l'accumulation. Cette loi impose qu'il y est toujours plus de pauvreté en l'absence de redistribution. Nous ne sommes pas en France, loin de là, un pays qui ne redistribue pas, mais compte-tenu de la misère croissante (et qui risque de s'accroître du fait de la récession probable et de la montée du chômage), cela peut être considéré comme insuffisant. Il faut croire que la cupidité rend aveugle et sourd, car c'est bien elle qui guide la fraction (2 à 3% de la population mondiale) qui monopolise les 3/4 de la richesse mondiale. Nos aînés qui avaient compris en 1944 après le cataclysme mondial qu'il fallait changer de "paradigme" (de système comme on dit aujourd'hui) avait fait une déclaration solennelle qu'il faut absolument relire aujourd'hui :

https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9claration_de_Philadelphie_B

L'économie sociale et solidaire en est à ses balbutiements, néanmoins c'est une alternative crédible au capitalisme sans entrave. Pour s'en convaincre, il suffit de voir à quel point le Medef y est opposé. Le gouvernement actuel a fait une grande messe il y a un peu plus d'un an sur ce thème. Comme pour tout office religieux, il faut avoir la foi pour y croire... Mais peut-être que les citoyens-consommateurs-contributeurs fiscaux que nous sommes prendront de nouvelles habitudes en favorisant les circuits locaux équitables de production et de distribution, notamment. Je voudrai terminer cette courte contribution, en précisant bien que mon propos n'a concerné que la mondialisation économique : nous avons bien au contraire à gagner d'une mondialisation sur le plan culturel et des relations sociales. L'économiste J. M. Keynes disais, lui aussi dans les années 40, que tout ce qui peut être produit sur le territoire national doit être conservé quel qu'en soit le prix car cela soutient l'emploi et la consommation intérieurs. En revanche il recommandait en parallèle de ne mettre aucun frein aux échanges culturels. Bien entendu, il était aussi pour un strict contrôle de la finance... Un certain consensus (rare) parmi les économistes s'accordent aujourd'hui à dire que nous sommes bien dans le cas d'une situation Keynésienne : espérons que le Président saura trouver le « bon » conseil scientifique pour redresser la situation. Celui du début de mandat a été vite expédié et les poncifs de l'économie capitaliste méticuleusement appliqués. Alors, peut-on se fier au récent volte-face de notre monarque ? (Le mot n'est pas outré, car il n'y a même pas eu besoin de recourir

au plein pouvoirs -Art. 16 de la Constitution - pour entendre, dans les discours, employer le « je », comme je décide ! Même le roi disait « nous » !).

J'ai la chance d'avoir quelques contacts avec des personnes habitant des pays étrangers : partout les questionnements sont les mêmes ! Nous faisons partie de la même humanité : le virus vient sévèrement de nous le rappeler.

L'Usine de la Charnaye

2 avril 2020